

l'Humanité **rouge**

Prolétaires de tous les pays,
nations et peuples opprimés, unissez-vous !

QUOTIDIEN DES COMMUNISTES MARXISTES-LÉNINISTES DE FRANCE

samedi
10 janvier 1976
No 405

1,50 F

B.P. 61
75861 Paris Cedex 18
CCP 30 226 72
La Source

Commission paritaire
No 47 291

LE CAMARADE CHOU EN-LAI EST MORT



ALBANIE RADIO TIRANA DENONCE L'INTERVENTION DES SUPERPUISSANCES EN ANGOLA

« Bien que le peuple angolais ait conquis l'indépendance, la situation reste tendue en Angola par suite de la politique agressive et hégémonique des deux superpuissances, les USA et l'URSS », déclare un commentaire de Radio Tirana en langue française.

« Les impérialistes américains et les sociaux-impérialistes soviétiques se sont hâtés dans leur rivalité de remplir le "vide" colonial créé en Angola. Les deux superpuissances ont dans ce but introduit en Angola de grandes quantités d'armes et d'autre matériel militaire. Les USA y ont envoyé pour 25 millions de dollars d'armes et de matériel militaire et le gouvernement américain a mis la même somme à la disposition de la CIA. D'autre part, l'URSS a envoyé et continue d'envoyer des équipements militaires de toutes sortes : avions de guerre MIG, chars, camions, lance-missiles, munitions, etc. Depuis le printemps dernier, les sociaux-impérialistes ont envoyé par bateaux en Angola plus de 27 cargaisons d'armements et depuis octobre dernier 30 à 40 avions-cargos gigantesques AN-22, avec le même type de cargaison.

« Voilà qui montre non seulement qui jette de l'huile sur le feu en Angola, mais aussi qui a allumé le feu ! »

NOUVELLES HAUSSES DE PRIX EN HONGRIE

Le journal hongrois « Magyar Hirlap » rapporte que le gouvernement hongrois a décidé de majorer une nouvelle fois, à partir du 5 janvier, les prix de vente de détail de certains produits.

Selon des informations, le prix du ciment s'est élevé de 24,4 % ; de la chaux vive, de 40 % ; des briques, de 26 % ; des briques de ciment, de 9,6 % ; et du bois d'œuvre, de 40 %.

Les prix des meubles ont augmenté en moyenne de 3,4 %, ceux des produits de l'industrie du papier de 11 %.

Les prix de l'essence de nettoyage et de l'essence à laque ont augmenté de 12,9 %. Le prix de l'huile de machine s'est accru en moyenne de 11 %, celui des engrais chimiques de 23 %, et ceux des petites machines agricoles de 15 %.

En outre, les frais des moyens de transport se sont élevés en moyenne de 15 %, les frais postaux pour les lettres et paquets envoyés à l'étranger, de 25 %.

La Hongrie doit importer de l'Union soviétique la plupart du matériel de construction, du bois d'œuvre, de la pâte à papier et du pétrole dont elle a besoin. Au début de l'année dernière, l'Union soviétique avait majoré de 52 % les prix moyens des matières premières industrielles et des combustibles qu'elle vend à la Hongrie, tandis que la majoration du prix du pétrole atteignait plus de 130 %. En août dernier, le gouvernement hongrois a dû élever les prix de détail des combustibles de 20 %, les prix du bois d'œuvre de 20 à 49 %, et ceux des matériaux de construction de 13 à 41 %.

Jacques Jurquet

LA RÉVOLUTION NATIONALE ALGÉRIENNE ET LE PARTI COMMUNISTE FRANÇAIS

déjà sortis : tomes 1 et 2
tome 1 : 18 F tome 2 : 45 F

ÉDITIONS DU CENTENAIRE

24, rue Philippe-de-Girard
75010 Paris Tél. : 202-87-05

Les services de sécurité algériens démantèlent un réseau terroriste responsable de nombreux crimes

LES SERVICES SPECIAUX FRANCAIS EN ACCUSATION

Deux Français, Claude Pascal Rousseaux et Daniel Paul Daniolo, et deux Italiens, Ignacio Tedesco et Aurelio Bertin, ainsi que d'autres personnes de nationalité algérienne, ont été arrêtés à Alger à la suite d'un attentat à l'explosif commis le 3 janvier dernier contre l'imprimerie du quotidien « El Moudjahid », annonce jeudi l'agence « Algérie presse service ».

Selon l'agence, Claude Pascal Rousseaux et son groupe sont à la base de l'attentat contre le consulat d'Algérie à Marseille, en décembre 1973, contre les locaux d'Air Algérie à Lyon et contre les locaux de

l'Amicale des Algériens à Paris, Lyon et Roubaix en 1975. L'enquête menée par les services de sécurité algériens fait ressortir, poursuit l'APS, que le groupe était manipulé et supervisé par les « services spéciaux » français. Le nom de plusieurs officiers et dirigeants de l'ancienne OAS (Organisation de l'armée secrète), sont également cités dans les conclusions de l'enquête.

« Algérie presse service » ajoute que selon Rousseaux lui-même, « l'affaire a été montée par les services français, son contact était un certain Jacques Benet, officier des services spéciaux, travaillant à la direction du

plan, boulevard de la Madeleine, à Paris ». L'agence donne enfin des précisions sur la mission de Rousseaux en Algérie, qui devait déposer des bombes, au Moudjahid, à la Radio d'État et dans plusieurs autres édifices publics.

Le but recherché par les auteurs de l'opération, estiment les services algériens, était de créer des troubles à l'intérieur du territoire algérien, de faire croire à l'existence de problèmes internes et de polariser, par voie de conséquence, l'opinion publique intérieure sur des problèmes fabriqués de toutes pièces.

IRLANDE : RENFORCEMENT DES TROUPES D'AGRESSION BRITANNIQUES

Les 17 premiers morts de 1976 portent à 1 407 le bilan des tués en Ulster (fraction de l'Irlande colonisée par la Grande-Bretagne) depuis 1969, condamnant une nouvelle fois la politique terroriste poursuivie par les autorités britanniques dans cette région. Celles-ci se révèlent d'ailleurs rigoureusement incapables d'endiguer la lutte du peuple irlandais, mobilisé depuis plusieurs siècles pour conquérir son indépendance nationale.

Les commentateurs anglais eux-mêmes se montrent de plus en plus pessimistes. « Rien de ce que fait le gouvernement ne restaurera la paix dans la province », écrit ces jours-ci le « Guardian » de Londres.

La décision du gouvernement britannique d'envoyer les commandos aéroportés des SAS (special air services) dans le sud du comté d'Armagh, 24 heures après sa décision d'envoyer un bataillon de 600 hommes de troupes de choc, marque un net raidissement de l'impérialisme anglais.

Bien que le nombre de commandos SAS - l'unité spécialisée dans les opérations antiguerrillas la plus détestée du peuple irlandais - n'ait pas été dévoilé par le ministère de la Défense, il s'agit de plusieurs centaines de soldats, chargés spécialement de la situation dans le Sud Armagh, baptisé « terre de bandits » après les affrontements du week-end dernier entre « loyalistes » partisans du ralliement à la Grande-Bretagne et forces de l'IRA « provisoire ».

Depuis le début des affrontements en Irlande du Nord, ce comté est considéré comme un fief de l'IRA « provisoire » qui y bénéficie des sympathies de la grande majorité de la population. Il n'est pas rare de voir le drapeau républicain flotter sur des édifices publics, notamment à Crossmaglen, considéré par l'IRA « provisoire » comme la « capitale de l'État libre de South Armagh ».

Cette décision manifeste à l'évidence que le gouvernement britannique est net-

tement revenu en arrière sur sa politique de réduction des troupes impérialistes massées en Irlande. Celles-ci s'élèvent en effet désormais à plus de 15 200 hommes



Plus de 15 000 soldats britanniques ne peuvent mater la lutte du peuple irlandais.

qui ne peuvent qu'intensifier la détermination du peuple irlandais à arracher par la lutte son indépendance et sa liberté.

nouvelles du monde

FÈRME AVERTISSEMENT DE LA NORVEGE AUX SOUS-MARINS ETRANGERS

La Norvège a averti jeudi qu'elle attaquerait tout sous-marin étranger violant délibérément ses eaux territoriales « avec toute arme disponible », sans sommation, même si cela doit provoquer la perte du sous-marin, a annoncé jeudi le gouvernement.

Le ministre de la Défense explique cette mise en garde par le fait qu'au cours des dernières années, il a été établi de façon certaine que des violations du territoire norvégien avaient été commises par des sous-marins étrangers, notamment dans des fjords qui pénètrent de plusieurs kilomètres ou plus à l'intérieur des terres. Ainsi, en 1972, un sous-marin polonais avait été repéré et pourchassé pendant 8 jours avant de réussir à s'enfuir.

ESPAGNE NOUVELLES MANIFESTATIONS OUVRIERES ET PAYSANNES

Alors que le gouvernement est obligé de réquisitionner l'armée pour remettre en état le métro de Madrid, plus de 3 000 travailleurs de l'entreprise « Standard eléctrica », en grève depuis une quinzaine de jours, ont manifesté mercredi dans le centre de la capitale. La police a dû utiliser des grenades lacrymogènes pour les disperser.

Une autre manifestation de 2 000 travailleurs de Villaverde qui cherchait à rejoindre Madrid a également été brutalement dispersée. Enfin de vifs affrontements entre policiers et paysans viennent de se produire à Palma de Rio dans la province de Cordoue où plusieurs centaines d'ouvriers agricoles manifestaient contre le chômage et pour un salaire minimum.

URSS EXERCICES MILITAIRES DE GRANDE ENVERGURE

Du 25 janvier au 6 février prochain l'URSS effectuera de nouvelles manœuvres militaires agressives mettant en ligne plus de 25 000 hommes à proximité des frontières de la Turquie et de l'Iran. C'est la première fois que le social-impérialisme russe organise des manœuvres militaires d'une telle ampleur qui, de plus, se dérouleront à proximité immédiate des frontières d'un pays membre de l'OTAN.

LE GENERAL GIAP EN VISITE A ALGER

Le général Vo Nguyen Giap, vice-premier ministre et ministre de la Défense de la République démocratique du Vietnam séjourne ces jours-ci en Algérie. Chaleureusement accueilli par les dirigeants du FLN et de l'État algérien, il a visité de nombreuses réalisations de l'Algérie indépendante et rendu hommage au Carré des martyrs, à tous ceux qui ont fait le sacrifice de leur vie pour que naisse l'Algérie nouvelle. A de nombreuses reprises ont été évoquées, à cette occasion, dans des interventions officielles ou plus familières, les liens historiques étroits qui ont soudé les deux pays dans une commune volonté d'indépendance.

Une nouvelle brochure du CILA LE DIALOGUE EURO-ARABE

Impensable il y a quelques années, l'ouverture même du dialogue euro-arabe témoigne que beaucoup de choses ont changé dans les relations entre l'Europe de l'Ouest et le monde arabe.

Que signifie donc cette attitude nouvelle des puissances impérialistes de l'Europe de l'Ouest ?

Quelle est la portée internationale du rapprochement entre le monde arabe et l'Europe ?

C'est à l'ensemble de ces questions que cette nouvelle brochure apporte d'intéressants éléments de réponse.

En vente au CILA
88, rue Rébeval - 75019 Paris

Pékin, 8 janvier 1976 (Chine nouvelle)

DECES DU CAMARADE CHOU EN-LAI

Notice nécrologique rendue publique par le Comité central du Parti communiste chinois, le Comité permanent de l'Assemblée populaire nationale de la République populaire de Chine et le Conseil des Affaires d'Etat.

Le Comité central du Parti communiste chinois, le Comité permanent de l'Assemblée populaire nationale de la République populaire de Chine et le Conseil des Affaires d'Etat ont une très grande affliction d'annoncer que le camarade Chou En-lai, membre du Comité central du Parti communiste chinois, membre du Bureau politique du Comité central du Parti communiste chinois, vice-président du Comité central du Parti communiste chinois, premier ministre du Conseil des Affaires d'Etat de la République populaire de Chine et président du Comité national de la Conférence consultative politique du peuple chinois, est décédé de cancer le 8 janvier 1976 à 9 h 57, à Pékin, à l'âge de 78 ans.

Le camarade Chou En-lai était membre d'élite du Parti communiste chinois, grand révolutionnaire prolétarien du peuple chinois et combattant révolutionnaire dévoué au peuple chinois ; il était un des dirigeants émi-

nents et longtemps éprouvés du parti et de l'Etat.

Après que le camarade Chou En-lai eût été malade en 1972, avec la sollicitude constante et affectueuse de notre grand dirigeant le président Mao et du Comité central du parti, les travailleurs médicaux lui ont prodigué de multiples soins minutieux. Le camarade Chou En-lai a toujours persévéré dans le travail et mené une lutte opiniâtre contre la maladie. Cependant, à cause de la détérioration du cas, le camarade Chou En-lai, grand combattant du peuple chinois, nous a quitté pour toujours malgré les soins qui lui ont été prodigués. Sa disparition est une immense perte pour notre parti, notre armée et notre peuple, pour la révolution et l'édification socialistes de notre pays, de même que pour la cause de la lutte mondiale contre l'impérialisme, le colonialisme et l'hégémonisme et pour celle du mouvement communiste international.

Fidèle au parti et au peuple, le camarade Chou En-lai a lutté héroïquement, travaillé avec un dévouement total et consacré, avec abnégation, toute son énergie à l'application de la ligne révolutionnaire prolétarienne du président Mao et à la conquête de la victoire de la cause libératrice du peuple chinois et de celle du communis-



A la tribune du Xè Congrès du Parti communiste chinois, en août 1973, le camarade Chou En-lai aux côtés du président Mao.

me. Sous la direction du président Mao, il a apporté une contribution impérissable et accompli des exploits immortels dans l'édification et le développe-

ment du parti marxiste qu'est le Parti communiste chinois, dans l'édification et le développement de l'armée du peuple toujours victorieuse, dans la conquête de la victoire de la révolution de démocratie nouvelle, dans la création de la Chine nouvelle socialiste, dans la consolidation de la grande union de nos diverses nationali-

des victoires de la révolution et de l'édification socialistes, dans la lutte pour la victoire de la Grande Révolution culturelle prolétarienne et du mouvement de critique de Lin Piào et de Confucius, dans la consolidation de la dictature du prolétariat en Chine, dans le renforcement de l'union des forces révolutionnaires internationales et dans la lutte contre l'impérialisme, le social-impérialisme et le révisionnisme moderne, ce qui lui a valu une affection et un respect sincères de tout le parti, de toute l'armée et du peuple entier.

Le camarade Chou En-lai a passé toute sa vie à combattre brillamment pour la cause du communisme et à persévérer dans la continuation de la révolution.

A la nouvelle du décès du camarade Chou En-lai, notre peuple ressentira du fond du cœur une profonde douleur. Nous devons faire de notre douleur une force. Tout le parti, toute l'armée et

tout le peuple doivent s'inspirer de l'esprit révolutionnaire prolétarien et des nobles qualités révolutionnaires du camarade Chou En-lai et, sous la direction du Comité central du Parti ayant à sa tête le président Mao, s'unir étroitement, prendre comme axe la lutte de classes, appliquer continuellement la ligne fondamentale du Parti, persévérer dans la continuation de la révolution sous la dictature du prolétariat, rester fidèles à l'internationalisme prolétarien, consolider et développer les acquis victorieux de la grande révolution culturelle prolétarienne et lutter pour consolider la dictature du prolétariat, pour combattre et prévenir le révisionnisme, pour transformer la Chine en un pays socialiste, moderne et puissant et pour assurer le triomphe de la cause du communisme.

Que soit éternelle la mémoire du camarade Chou En-lai, grand révolutionnaire prolétarien du peuple chinois et eminent combattant communiste.

Télégramme de Jacques Jurquet au nom des communistes marxistes- léninistes de France

Président Mao Tsé-toung - Comité central du Parti communiste chinois - Pékin -

Très profondément bouleversé décès Chou-En-lai vice-président Parti communiste chinois, premier ministre gouvernement République populaire Chine - Stop -

Au nom communistes marxistes-léninistes et prolétariat avancé de France, vous exprime profonds sentiments condoléances affligées - Stop - Vie et œuvre révolutionnaire très grand dirigeant communiste Chou-En-lai constitue exemple immortel pour prolétariats et peuples révolutionnaires monde entier - Stop - Nous nous inclinons avec ferveur et solennité devant cercueil camarade Chou-En-lai vivant pour toujours dans nos cœurs et dans nos luttes de communistes - Stop - Vive socialisme et communisme - avenir radieux du monde entier efficacement préparé par Chou-En-lai en étroite union avec président Mao Tsé-toung parti communiste et grand peuple chinois.

Jacques Jurquet.



Le 3 septembre 1971, une délégation des communistes marxistes-léninistes de France conduite par le camarade Jacques Jurquet, directeur politique de notre journal, rencontrait le camarade Chou En-lai à Pékin.



La parole à la classe ouvrière

RASSEMBLEMENT NATIONAL OUVRIER

LE 14 FÉVRIER 1976 A PARIS — Salles A et B de la Mutualité

Des lettres de lecteurs concernant la préparation du 14 février commencent à arriver. Nous publions ci-dessous intégralement l'appel que lancent des travailleurs de la cité des Marronniers à Vitry dans le Val-de-Marne. Vitry est une de ces municipalités de la banlieue parisienne dite «rouge». Municipalités où la concentration ouvrière est forte, et qui sont gérées par le PCF — autrefois communiste et à l'avant-garde de la lutte de classe —. Aujourd'hui les faux communistes du PCF qui gèrent ces municipalités le font dans le but de la recherche du profit — comme la bourgeoisie au pouvoir — et pour grignoter des places dans le pouvoir d'État, afin de parvenir à leur tour à la tête de l'État capitaliste.

A la cité des Marronniers, précisément, les locataires — pour faire échec aux saisies — se sont trouvés confrontés aux «zélus» de la municipalité qui ne voulaient pas que les locataires ripostent au vol organisé du système capitaliste que constituent les saisies.

La deuxième lettre est envoyée par des ouvriers de la SAFT (qui fait partie du trust CGE), à Bordeaux, qui nous font part de l'initiative qu'ils comptent prendre, et nous demandent notre avis. Nous répondons tout de suite que nous les approuvons et que ce genre d'initiative doit se développer.

Téléphonez-nous, écrivez-nous **NOMBREUX** et **RAPIDEMENT**.

Chômage, licenciements, vie chère...

RIPOSTE DE MASSE !

Chez nous en France, le capitalisme monopoliste d'État domine la vie économique et politique, en nous jetant à la rue par le chômage, en nous mettant dans la misère de plus en plus par la vie chère : loyer, gaz, électricité, transport, nourriture, etc.

C'est la fameuse relance de Giscard !... Le bout du tunnel !... Alors, que devons-nous faire ? RIPOSTER ! COMBATTRE !

Car face à l'offensive réactionnaire des Giscard, Chirac, Poniatowski et Cie,

répliquons massivement par un combat encore plus dur !

Oui, répliquons, car il nous appartient à nous, travailleurs, de les déjouer. Tous ensemble, ouvriers, employés, techniciens et aussi paysans, petits commerçants, nous sommes forts. Bien plus forts que toutes les turpitudes politiciennes du PCF et des réactionnaires bourgeois, bien plus forts que les calculs savants des trusts capitalistes. Car ceux-ci restructurent, rentabilisent leurs entreprises sur le dos des travailleurs qu'ils saignent et exploitent chaque jour. Tous unis, camarades, nous

avons la force, la cohésion, la détermination. Nous pouvons vaincre si nous sommes unis. Alors ripostons en masse !

En avant, camarades, pour nos revendications. Contre le chômage et les licenciements, contre la hausse des prix !

Disons bien haut : Non aux constantes atteintes à nos conditions d'existence !

PARTICIPONS MASSIVEMENT ET ACTIVEMENT AU GRAND RASSEMBLEMENT NATIONAL OUVRIER LE 14 FÉVRIER 1976 !

Des travailleurs de la cité des Marronniers à Vity

Chers camarades,

Comme suite à l'appel lancé le 25 décembre 1975 dans le journal, à propos du 14 février 1976, nous vous faisons savoir quelques-unes de nos possibilités.

Ouvriers de la SAFT, à Bordeaux, où l'un d'entre nous fut exclu de la CGT en juillet 1975, nous pouvons réaliser sur papier — format rouleau imprimé d'environ un mètre de largeur — un panneau d'environ 2 mètres sur un. Sur ce panneau nous pourrions faire le commentaire de nos luttes et la situation de l'usine.

Foyers Sonacotra: la lutte continue

Environ 35 foyers Sonacotra de la région parisienne sont actuellement en grève des loyers depuis septembre 1975. Le mouvement avait démarré au début de l'année 1975 au foyer Romain Rolland de St Denis. Avec les hausses considérables des loyers et le refus systématique des revendications par la direction Sonacotra, le mouvement s'est rapidement étendu et organisé.

La Sonacotra est une société d'économie mixte qui gère en France plus de 250 foyers, hébergeant quelque soixante six milles travail-

leurs étrangers vivant en célibataires. En moins de cinq ans, la redevance payée par les résidents, qui sont tous des ouvriers durement exploités, a considérablement augmenté : fixée de 5 F par jour en novembre 1970, elle a été portée par paliers successifs à 8,80 F en septembre dernier, ce qui fait une progression de 150 F à 270 F par mois environ pour des chambres de 6 mètres carrés. De plus, le règlement intérieur est appliqué le plus souvent par des gérants racistes, ayant fait leurs «preuves» en Indochine et en Algérie : interdiction

de toute visite sans l'accord du directeur du foyer et d'une manière générale, interdiction de toute visite après 22 heures. Le règlement prévoit aussi dans son article 6 : «Toute manifestation ou réunion à caractère politique est interdite dans le foyer».

Avec la dernière hausse des loyers en septembre, la grève s'est étendue dans la région parisienne comme une trainée de poudre : une coordination des foyers Sonacotra en lutte se fait autour du foyer Romain Rolland à St Denis. Parallèlement se constitue un autre regroupement des foyers dans les Hauts-de-Seine.

En décembre 75, c'est la fusion entre la coordination et le regroupement des Hauts-de-Seine, en Coordination des foyers Sonacotra.

Lors d'une réunion qui s'est tenue dernièrement à la mi-décembre avec la direction des foyers, M. Mengin, directeur du logement, a refusé de reconnaître officiellement le comité de coordination et a voulu faire signer séparément à chaque délégué présent, foyer par foyer, un protocole d'accord élaboré par la CGT éludant les revendications essentielles des résidents.

La Coordination des foyers Sonacotra en lutte a

refusé catégoriquement toute négociation foyer par foyer. Les discussions ne peuvent se mener que globalement et sur la base de la plateforme revendicative du comité. La lutte des foyers continue.

PLATEFORME REVENDICATIVE

élaborée par le Comité de Coordination et approuvée à l'unanimité par les délégués des foyers en lutte

Nous réclamons :

1) La reconnaissance, par écrit, du Comité de Coordination et des résidents de chaque foyer ;

2) Pour tous les foyers Sonacotra, que le tarif actuel des loyers soit réduit de 50 % et bloqué ;

3) Le changement du règlement intérieur et la reconnaissance, par la Sonacotra et par écrit, des points suivants :

— droit de visite 24 h sur 24, sans différence de sexe ;

— droit de réunion et libre expression ;

— droit de passer des films avec débat libre et autres activités culturelles ;

— interdiction, pour tout individu, de pénétrer dans les chambres sans l'accord ou la présence du locataire ou du comité, en cas de problèmes graves ;

la France des luttes

A FLIXECOURT DANS LA SOMME

AGRESSION DE LA POLICE

CONTRE LES TRAVAILLEURS DES USINES ST-FRÈRES

Depuis le 11 décembre 1975, les travailleurs des usines St-Frères (groupe Agache Willot) à Flixécourt (Somme) sont en lutte pour l'obtention d'un 13^e mois égal pour tous.

La direction s'est toujours opposée à tout dialogue, malgré les grèves de 2 fois 1/2 heure chaque jour. Le 6 janvier 1976, les travailleurs décidèrent majoritairement lors d'une entrevue avec la direction de retenir les cadres présents pour obtenir un rapport de forces favorable aux travailleurs, et ainsi obliger le patron à céder.

Pour toute réponse, la direction appelle à son secours les forces de police qui, en faisant usage de grenades lacrymogènes, s'attaquent aux travailleurs de façon très violente, et en blessent un bon nombre (une jeune fille fut littéralement piétinée) ; par ailleurs des dégâts matériels

sont également très importants.

Mercredi 7 janvier une manifestation de protestation contre la répression policière regroupait plus de 1 000 travailleurs de l'usine c'est-à-dire la quasi totalité.

La fédération CFDT du textile (HA CUI TEX) proteste et s'élève contre la «violence utilisée par les forces de l'ordre». Elle appelle l'ensemble des travailleurs du groupe Agache Willot à être solidaires des travailleurs de Flixécourt et à soutenir leurs revendications (un 13^e mois qui soit égal pour tous).

Jeudi 8 janvier, la grève continuait partiellement alors que le patron était introuvable. Des négociations devaient avoir lieu vendredi 9 janvier entre la direction et la CFDT.

Les travailleurs de Flixécourt sont toujours déterminés à lutter jusqu'à satisfaction.

ESSWEIN-THOMSON (LA ROCHE-SUR-YON)

MANIFESTATION DE SOUTIEN ET POURSUITE DE LA GREVE

Mardi 6 janvier, à 15 heures, les gendarmes mobiles ont évacué l'usine Esswein-Thomson, occupée par les travailleurs depuis le 10 décembre 1975 pour l'augmentation des salaires, 200 F pour tous, l'amélioration des conditions de travail, etc.

Suite à cette intervention répressive, les travailleurs en lutte se sont réunis en assemblée générale et ont décidé de poursuivre la lutte jusqu'à la satisfaction de leurs revendications.

Jeudi 8 janvier, à 18 h 30, eut lieu dans les rues de la Roche-sur-Yon, une manifestation de protestation contre

la répression et, en soutien aux travailleurs d'Esswein. C'est à l'appel des travailleurs d'Esswein soutenus par la CFDT et la CGT que ce sont joints à cette manifestation des travailleurs de toute la Vendée et de la population yonnaise apportant ainsi un soutien nécessaire à la victoire des travailleurs d'Esswein.

L'unité et le soutien rendent la combativité des travailleurs d'Esswein encore plus ferme et plus déterminante, et comme le disent les travailleurs : «Les flics nous ont «vidés» de l'usine mais nous sommes toujours plus déterminés à lutter et nous continuons la grève jusqu'à la victoire.»



Français immigrés tous unis : c'est dans ce sens aussi que les travailleurs immigrés popularisent leur lutte dans les foyers. «Notre lutte concerne tous les travailleurs car nos intérêts sont communs.

— Lutter contre l'augmentation des loyers c'est lutter contre la vie chère c'est refuser de payer la crise des patrons.

— Lutter contre le règlement intérieur des foyers-prisons c'est lutter contre la division entre ouvriers français et immigrés, c'est renforcer l'unité.

— Lutter pour un logement libre, confortable et pas cher c'est l'objectif de tous les ouvriers.

— pas d'expulsion de locataires sans l'accord du comité de résidents ;

— droit à un tableau d'affichage libre à la disposition des locataires ;

— affichage des chambres vides et attribution aux premiers demandeurs (et non à la tête du client) ;

— assimilation du statut de résident à celui de locataire ou reconnaissance du statut de locataire ;

— changement de tous les anciens gérants et remplacement par des concierges ;

— le budget d'animation doit être porté à la connaissance des résidents par affichage et doit être géré avec la collaboration du comité des résidents ;

— les bénéficiaires du bar doivent être intégrés dans le budget d'animation.

4) La satisfaction des revendications spécifiques à chaque foyer.

Pour contacter le Comité de Coordination : Comité de Coordination des Foyers Sonacotra, 56, rue de la Fontaine au Roi — 75011 Paris.



social

AU TRIBUNAL DE LILLE

L'INJUSTICE DE RIGUEUR

15 JOURS DE PRISON FERME POUR UN OUVRIER QUI VEUT RESTER DANS SON LOGEMENT ET CONSERVER SON EMPLOI

Gaston a 51 ans, il est manœuvre. Né à Watrelas, il a toujours vécu dans la région. Mais le 28 juillet 1974 un arrêté a été pris contre lui, lui interdisant pour 5 années de séjourner dans le Nord.

Récemment il était arrêté en flagrant délit d'infraction à cette interdiction de séjour. Comparé au tribunal de Lille devant la huitième chambre correctionnelle, cet ouvrier répond aux questions du président : « Pourquoi êtes-vous resté ? » Gaston est resté dans le Nord, parce que c'est dans le Nord qu'il a sa maison, du travail, ses deux frères, c'est ici qu'est enterrée sa femme. « Et vous n'avez pas l'intention de partir ? » Non bien sûr, pas à l'aveuglette, pour perdre son logement, son travail !

Le procureur rappelle que « voici six mois, il a pris un mois ferme devant ce même tribunal pour le même délit ». Une seule explication, c'est certain : « son entêtement ne peut être le fait que de son acharnement à faire plier les autorités » !! Et le procureur de demander un mois ferme contre ce manœuvre !

L'avocat de Gaston interroge : vous voulez contraindre cet ouvrier à partir, mais « que va-t-il faire quand il va arriver ailleurs avec sa valise ? », sans toit, ni emploi. Comment va-t-il se nourrir, subvenir à ses besoins ? L'avocat souligne : « Cette mesure, l'interdiction de séjour, normalement faite pour protéger la société, va pousser celui-ci à devoir voler. C'est assez paradoxal... »

Au tribunal on ne se pose pas tant de questions. Un homme s'oppose aux volontés de la bourgeoisie ? Il faut le faire plier. C'est un ouvrier ? Alors il faut vraiment le « mater » ! 15 jours de prison ferme ! Et qu'il mette à profit cette nouvelle détention pour trouver une solution !

La-bourgeoisie est ainsi faite. Pour elle les chômeurs sont des fainéants, des suspects, des vagabonds, il faut les surveiller, les réprimer s'ils relèvent la tête. Les ouvriers qui conservent une place, il ne faut pas hésiter à les jeter à la rue, au chômage pour qu'ils courbent l'échine. Et si cela ne suffit pas : en prison !

LICENCIEMENTS MASSIFS DE SALARIES AGRICOLES

Une enquête menée il y a quelque temps par les chambres d'agriculture donne d'intéressantes informations sur la situation des salariés dans les exploitations agricoles. Elle révèle notamment les proportions dans lesquelles leur nombre a diminué ces dernières années.

C'est ainsi que l'on apprend qu'en 7 ans, de 1967 à 1974, le nombre des salariés agricoles a diminué de 45 % en Mayenne, de 42 % dans le Cantal, de 50 % dans le Finistère et de 21 % en Eure-et-Loire.

Pour ce qui est des conditions dans lesquelles sont opérées ces réductions de main-d'œuvre, l'enquête donne également des exemples révélateurs. On apprend ainsi qu'en Eure-et-Loire, il est arrivé qu'un travailleur employé dans une coopérative soit licencié alors même qu'il était en arrêt de travail.

Un chauffeur de tracteur, qui était logé par son patron, a été licencié, à la fin de son mois de préavis il s'est retrouvé à la rue sans travail ni logement. Dans le même département, un salarié a été licencié, sans préavis, ni motif et un mois et demi seulement après avoir été embauché — son employeur qui n'est autre que le président du contrôle laitier s'est fait, d'ailleurs, une bonne réputation dans le secteur ; déjà avant ce licenciement il n'avait pas hésité à traduire un stagiaire en justice — malgré cela l'inspecteur des lois sociales déclare ne rien pouvoir faire pour le travailleur licencié.

Toujours en Eure-et-Loire, un chauffeur de tracteurs, âgé de 52 ans, a été licencié sans ménagement alors que cela faisait 26 ans qu'il travaillait dans la même ferme !

POUR SORTIR DE LA CRISE

L'ALCHIMISTE FOURCADE VIENT DE TROUVER UNE NOUVELLE POTION MAGIQUE

LE BLOCAGE DES SALAIRES

Au cours de l'année 1975 1 072 dépôts de bilans, 2 633 liquidations de biens et 455 règlements judiciaires ont été enregistrés par le tribunal de commerce de Paris. En 1974, il y avait eu 273 règlements judiciaires, 2 260

C'est ainsi que dans le *Journal des finances*, évoquant les « réformes nécessaires », Fourcade écrit :

« Il se pose à l'évidence des problèmes de choix. Tout ne pourra être entrepris simultanément. Certai-

ts » sont les deux objectifs fondamentaux. Et de souligner que la maîtrise de l'inflation suppose la modération des revenus.

On voit de plus en plus clairement ce que « s'adapt-

le chose : le fait que les travailleurs posent « en matière de salaires des revendications accrues ».

S'il continue de rêver, Fourcade aura un reveil bru-



liquidations de biens et 857 dépôts de bilan.

Voilà des chiffres qui illustrent bien à quel point et avec quelle rapidité la crise capitaliste s'est aggravée en l'espace de 18 mois.

Mais le ministre des Finances, Fourcade, qui prend ses rêves pour des réalités, assure que ça va changer. Un terme va être mis à cette situation de l'économie capitaliste qui dure et ne cesse de se dégrader. D'ailleurs Fourcade vient de prendre une décision ferme et définitive : 1976 sera une étape vers le retour à ce qu'il appelle « une croissance équilibrée ».

A ses collègues du gouvernement qui cherchent à amadouer les travailleurs en leur annonçant d'innombrables réformes, des aides au logement, de nouvelles politiques de la famille, le ministre des Finances, décidé à prendre le taureau par les cornes, répond : doucement, les réformes ne doivent pas risquer de troubler notre économie.

Dans le département de l'Orne, il n'en va pas autrement.

Pour ne prendre qu'un exemple : une salariée a été licenciée d'une exploitation « pour raison de restructuration » ; l'industriel qui possède cette exploitation investit en effet dans un appareillage des plus complets pour la traite des vaches, il a annoncé que d'autres licenciements suivraient.

« Les réformes particulièrement coûteuses devront être étalées dans le temps. Je crois d'ailleurs pour ma part qu'il y aurait une erreur profonde à vouloir tout faire en une seule fois. La réforme, à mes yeux, ne consiste pas à accomplir un effort important et définitif... »

Voilà qui au moins a le mérite d'éclairer notre lanterne sur les intentions des capitalistes et de leur gouvernement. Comme le dit Fourcade, il faut surtout faire « un effort continu d'adaptation », autrement dit que les travailleurs s'adaptent à leur exploitation toujours plus intensive, qu'ils serrent chaque jour leur ceinture d'un cran supplémentaire, et tout ira très bien !

Mais notre alchimiste de l'économie capitaliste va plus loin. Et dans une interview à la revue bourgeoise *l'Usine nouvelle* il explique que, pour que 1976 soit l'année de la reprise, « maîtriser l'inflation et accroître les investissements produc-

Tels sont les bienfaits du système capitaliste en agriculture : les gros patrons concentrent le capital, se retrouvent à la tête d'exploitations toujours plus grandes et font des profits colossaux, et, dans le même temps où les petits paysans sont expulsés ou contraints à l'exode rural à force d'endettement, les salariés agricoles sont massivement rejetés dans les bureaux de chômage.

ter » veut dire dans la bouche de Fourcade ! Ce qu'il cherche à instituer c'est le blocage des salaires ! Il est bien connu que dans l'esprit de la bourgeoisie la crise, les fermetures d'entreprises, l'inflation, tout cela n'est causé que par une seu-

tal. La classe ouvrière et les masses laborieuses sauront le ramener à la réalité. Elles sauront imposer par la lutte classe contre classe des améliorations de leurs conditions de vie et de travail, et faire reculer les patrons qui veulent bloquer les salaires !

Accidents du travail

LE MEME JOUR AU MEME MOMENT

DEUX OUVRIERS DU BATIMENT ET DE LA CHIMIE SONT MORTS

Le 6 janvier au matin, deux ouvriers travaillent sur la façade de la mairie de la Fresnaie, près de St-Malo (Ile-et-Vilaine). Ils sont perchés, sur un échafaudage, à 7 mètres de hauteur. Tout à coup un câble métallique, certainement usé, cède. L'échafaudage s'effondre. Jean Daniel, 28 ans, est tué sur le coup. Son père ainsi que Alexandre Alix, ouvrier de 25 ans, sont grièvement blessés.

Au même moment dans une usine de produits chimiques, du nom de Socadour, un travailleur portugais conduit un engin de levage sur un quai. Au bout du quai, pas de protection. L'engin tombe, écrasant son conducteur. Pourtant des installations assurant la sécurité auraient pu être mises

en place, sans nuire d'aucune façon au travail. Cet ouvrier portugais, Da Costa, était père de 4 enfants.

Des milliers de travailleurs meurent ainsi chaque année. En 1973 par exemple, il y a eu 2 242 accidents mortels du travail auxquels il faut encore ajouter quelque 1 679 accidents mortels survenus pendant le trajet pour se rendre à l'usine ou sur le chantier. Pourquoi cela ? Ce n'est pas le destin qu'il faut accuser. Ce n'est pas parce que « leur heure était arrivée » que tous ces travailleurs sont morts. Dans tous les cas, le système d'exploitation capitaliste est seul responsable. C'est la bourgeoisie qui, dans sa recherche du profit maximum, oblige la classe ouvrière à payer ce lourd tribut. Et cela est insupportable !



vie du journal

LA BATAILLE DES 25 MILLIONS DEUX MILLIONS PAR JOUR JUSQU'AU 15 JANVIER !

COMMENT SOUSCRIRE POUR QUE LE QUOTIDIEN REMBOURSE SES DETTES

SOIT PAR CHEQUE BANCAIRE, INTITULÉ «HUMANITÉ ROUGE», ADRESSÉ A LA BP 61 - 75861 PARIS CEDEX 18.

SOIT PAR VIREMENT POSTAL INTITULÉ «HUMANITÉ ROUGE» (AU DOS METTRE : «POUR LA SOUSCRIPTION»), ADRESSÉ ÉGALEMENT A LA BP 61 - 75861 PARIS CEDEX 18.

SOIT EN TIMBRES-POSTES (0,60 F DE PRÉFÉRENCE).

SOIT ENCORE EN SOUSCRIVANT PRES DE NOS MILITANTS QUI VOUS FOURNIRONT CARTES POSTALES DE SOUTIEN OU CALENDRIER 1976.

Total au 7/1/76	49 967,92 F	Soutien au nouveau quot. Noël	40,00 F	Lecteurs d'Aubagne	145,00 F	Pour la bataille des 20 Millions un sympath. BJJ	50,00 F
CDHR E. Ferrari	295,00 F	1 ajusteur et 1 dactylo	100,00 F	JPH soutien à la sousc.	250,00 F	LB	30,00 F
Un sympathisant	50,00 F	BM sur une dette contractée, versée en sousc.	1 000,00 F	Sur mes petites économies		Soutien hebdo (4 sem.) MD	80,00 F
Sur un marché :		Lecteurs de la vallée de l'Huveaune	200,00 F	Mlle MJ	50,00 F	Une sympathisante de plus en plus convaincue MM	200,00 F
- le 27/12	8,20 F					TOTAL LE 9/1/76	52 473,67 F
- le 3/1	7,55 F						



ENVOYEZ VOS BONS SOUVENIRS DE LUTTE...



...A VOTRE PATRON.



Les lecteurs ont la parole

Chers camarades,

Je vous fais part d'une petite action destinée à faire connaître le journal : tous les mois je prends la pile d'HR que j'ai lus et je vais les distribuer dans les boîtes aux lettres. Evidemment ce n'est pas grand-chose mais c'est vraiment à la portée de tout le monde. Il y a même un camarade qui tous les mois passe chez un ami qui s'est abonné pour récupérer les journaux et les distribuer.

Nous sommes pauvres et il ne faut donc rien gaspiller. Prenons exemple sur les camarades chinois. Un journal c'est bien sûr de l'argent mais c'est aussi du dévouement de ceux qui l'ont écrit et composé et expédié ça ne doit pas se terminer à la poubelle même si la date est passée depuis longtemps. Toutes les solutions sont

bonnes : on peut aussi le laisser à la poste, à l'hôpital, à la sécurité sociale dans les salles d'attente qui sont toujours pleines... etc. Je vous propose, maintenant qu'il y a de la place, de mettre de temps à autre une petite annonce dans le journal : «Quand vous avez lu HR, ne le jetez pas, donnez-le ou glissez-le dans une boîte aux lettres.»

Quand j'ai le temps j'écris dessus «specimen gratuit» pour que tout le monde comprenne d'où sort ce journal périmé, mais si on n'a pas le temps, il vaut encore mieux le distribuer comme ça que de le jeter. Encore une chose : un quotidien, c'est vite dépassé et il vaut mieux ne pas attendre trop longtemps pour les diffuser : une fois par mois c'est bien, ça fait 20 numéros et 20 nouveaux lecteurs pour 3 minutes de travail.

Un grand bravo pour toute l'équipe du journal et le travail formidable accompli.

Fraternellement,
Un lecteur d'HR.

AU LYCÉE DE NOISY-LE-SEC

HOMMAGE A ANDRÉ CUISINIER

Le mardi 6 janvier, 200 lycéens, enseignants, employés de service étaient présents à une assemblée générale pour rendre hommage à André Cuisinier, bibliothécaire-documentaliste au lycée.

Plusieurs enseignants et lycéens ont pris la parole en soulignant les grandes qualités d'André apprécié pour son sérieux, son dynamisme, sa gentillesse, sa bonne humeur et sa simplicité. André prenait son métier à cœur, il y mettait toute sa personnalité, ne ménageant ni son aide ni ses conseils, son seul souci étant de bien servir le peuple.

Un professeur qui l'aidait, à la bibliothèque est venu exprimer sa sympathie pour son collègue rappelant son dévouement, ses compétences professionnelles, indiquant qu'elle avait beaucoup appris auprès de lui.

Un autre professeur, ami de longue date nous a fait un portrait vivant de Dédé, de sa famille, de sa concep-

tion du travail qu'il savait lier à ses idées politiques.

Un lycéen a pris la parole pour dire qu'André l'avait aidé à étudier des points d'histoire et qu'il appréciait beaucoup sa culture.

Un jeune tunisien militant pour la cause palestinienne est venu témoigner de l'internationalisme d'André.

Un membre de la JCMLF est ensuite intervenu pour rappeler les origines prolétariennes de Dédé et évoquer sa vie de militant au service des travailleurs et de leur parti le PCMLF. Il a rappelé la grande confiance qu'André avait dans la jeunesse et certaines des activités qu'il avait su impulser à l'intérieur du lycée.

Pour tous, le souvenir d'André restera toujours vivant aussi bien pour les jeunes marxistes-léninistes qui ont rebaptisé leur cercle «Cercle A. Cuisinier» que pour tous ceux qui l'ont connu.

Nouvelle parution aux Editions du Centenaire. Passez vos commandes à E-100, 24, rue Philippe de Girard, 75020 Paris.

Textes traduits de la presse chinoise



vent d'est

sommaire

n°1

- Présentation p. 2
- A propos du droit bourgeois p. 3
- Pour les hommes et les femmes :
- A travail égal, salaire égal p. 13
- Ce qui est capital, c'est de maintenir la direction d'une ligne marxiste p. 16
- L'évolution de l'enseignement scolaire en URSS p. 21
- La formation des travailleurs p. 28
- Comment continuer et approfondir l'étude théorique p. 31
- Critiquer le roman «Au bord de l'eau» (Shui Hu), c'est important p. 35
- L'Ancien doit servir le Nouveau p. 38
- Sommaires de la revue scientifique «Dialectique de la nature» p. 42
- Questionnaire d'enquête p. 47

QUAND VOUS AVEZ LU LE QUOTIDIEN, NE LE JETEZ PAS !
DONNEZ-LE OU AFFICHEZ-LE !

MEETING A SENE (Morbihan près de Vannes)

Vendredi 16 janvier - 20 h 30

organisé par l'Humanité Rouge, sur les luttes ouvrières et paysannes de la région

Affiches à votre disposition sur commande :

- «L'Humanité rouge quotidien du soir à Paris, quotidien du matin en province» - format 50 x 40 cm.
- «Rassemblement national ouvrier», appel aux travailleurs en lutte pour prendre contact avec l'Humanité rouge pour le 14 février - format 50 x 40 cm.

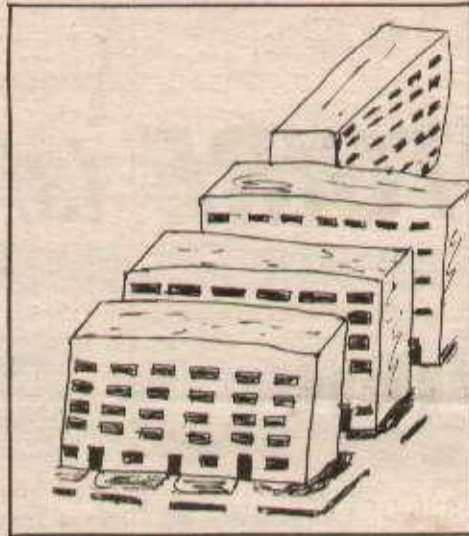
TARIFS D'ABONNEMENTS	
Pli ouvert	
1 mois	32 F
3 mois	95 F
6 mois	190 F
Soutien	300 F
Pli fermé	
1 mois	60 F
3 mois	180 F
6 mois	360 F
Soutien	500 F
CCP : L'HUMANITÉ ROUGE CE No 3022672 - La Source.	



Non aux saisies !

Dans le cadre de la préparation du Rassemblement national ouvrier (salles A et B, à la Mutualité), les communistes marxistes-léninistes de la cité des Marronniers, à Vitry, ont pris l'initiative de faire une bande dessinée relatant la lutte que mènent les locataires contre les saisies. Les légendes qui accompagnent les dessins ont été rédigées collectivement, avec les habitants en lutte. Nous vous présentons aujourd'hui cette bande dessinée, qui constitue un exemple à suivre pour tous les camarades et amis en lutte contre le capitalisme et le révisionnisme.

1 A Vitry, dans la cité des Marronniers, une lutte exemplaire contre les saisies a été menée. A la suite de cela des ouvriers ayant participé à la lutte ont réalisé une bande dessinée retraçant les moments principaux de cette lutte.



2 Avec la crise de nombreux locataires ne pouvaient faire face à leurs échéances de loyers, de gaz, d'électricité, d'impôts locaux et cantines scolaires, environ 50 à 60 locataires étaient menacés.



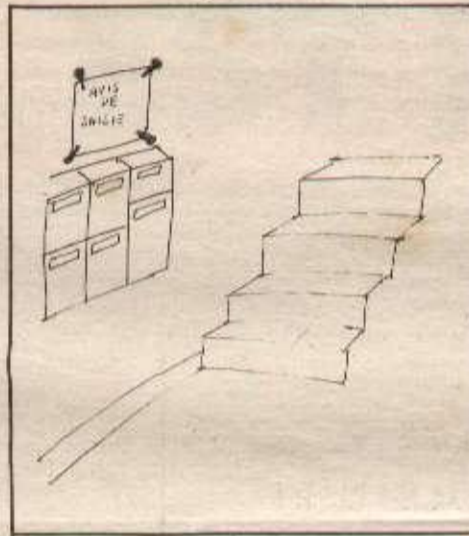
3 Le «vol légal» par huissier interposé était pratique courante



4 Pour des sommes impayées modiques de l'ordre de 200 ou 300 F, on saisit pour 6 000 F ou plus de meubles.



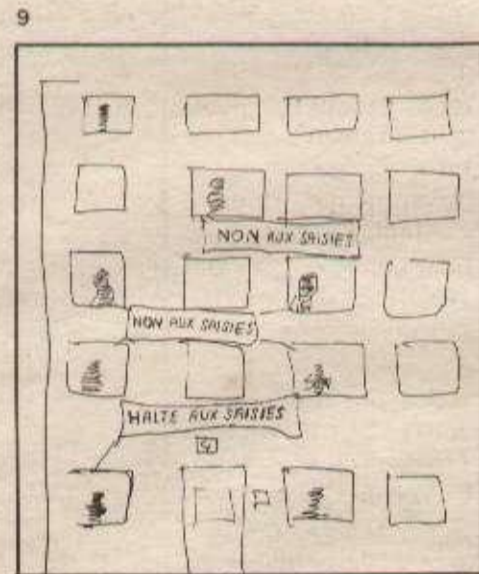
5 On cherche à humilier les familles en rendant l'affichage des saisies public.



7 Les locataires menacés, se réunissent avec l'amicale et envisagent les moyens de s'opposer aux saisies, nombreuses sont les suggestions.



8 Les uns peignent des draps avec «Non aux Saisies», et les accrochent aux fenêtres.



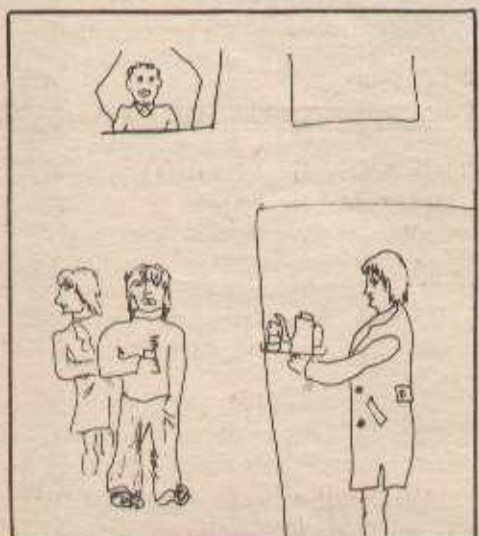
10 Des locataires sillonnent la cité avec un porte-voix et invitent les locataires à descendre au son de la sirène, que tient un groupe de locataires, guetteurs postés aux coins stratégiques de la cité.



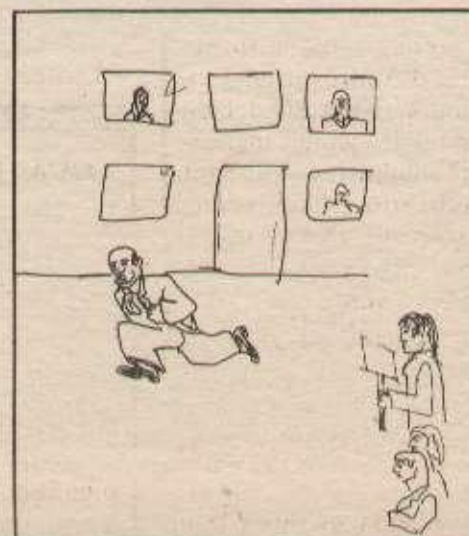
11 Dès 7 heures du matin des locataires sont en bas et se relaient pour prévenir toute intervention.



12 La solidarité bat son plein :
- des fenêtres des locataires encouragent,
- d'autres descendent et viennent discuter,
- Une locataire porte du café, nous sommes au mois de décembre et il fait froid.



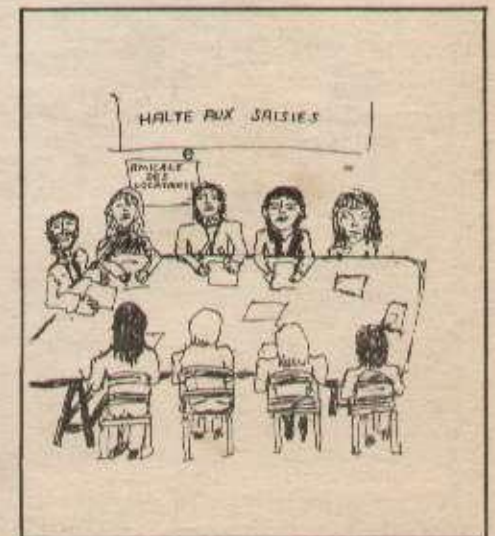
13 Un huissier a été signalé, les locataires se précipitent pancarte à la main, l'huissier ne demande pas son reste...



14 On pouvait apercevoir en observation un véhicule de la mairie de Vitry, soi-disant en soutien !



15 La lutte des locataires des Marronniers, sous l'égide de l'Amicale des locataires, est très exemplaire ; ils ont obtenu de nombreux succès, baisse des charges de chauffage, améliorations des conditions de logement, délais de paiement.



L'Humanité Rouge

enquête

LARZAC, VERS LA VICTOIRE (3)

Le 26 mai 1972, Debré annonce l'engagement des mesures d'expropriation ; le 6 juin, Sanguinetti déclare : « Au besoin les expulsions se feront par la force. »

La réponse des paysans sera le rassemblement de Rodez le 14 juillet où 15 000 personnes accueilleront le convoi de tracteurs amenant les « 103 » au meeting devant avoir lieu.

Le 7 janvier 1973, c'est la marche sur Paris, où auront lieu plusieurs meetings de soutien. Le parcours avait été décidé et organisé avec les FDSEA (Fédération départementale des syndicats d'exploitants agricoles) et les CDJA (Centre départemental des jeunes agriculteurs). En fait, il s'agit de la part de ces syndicats davantage de contrôle que de participation à l'action. D'ailleurs le président de la FDSEA n'avait pas caché que pour lui « il s'agissait d'obtenir une meilleure indemnité pour les paysans expulsés », et non de lutter contre toute expulsion. A Orléans, étape du parcours, les dirigeants de la Fédération s'opposèrent tout simplement à la continuation de la marche : ce n'est pourtant pas cela qui en empêchera le succès.

LE PCF TENTE DE FAIRE PRESSION, PUIS SE RETIRE...

C'est à cette époque que la direction du PCF commence à retirer tout soutien à la lutte des paysans du plateau. La CGT et la FEN, dont on connaît les liens de subordination à la clique Marchais, ne mobilisera pas pour la « marche sur Paris » alors qu'elle s'y était engagée ; elle ne prendra que dix mille tracts — qu'elle ne fera d'ailleurs pas distribuer — au lieu de 300 000 habituellement.

A peu près au même moment, la section du PCF se retire du comité de soutien de Millau. Elle préfère « l'action politique », dit-elle, à l'action de masse (mais cela elle ne le dit pas). Cette « action politique », ce sera de grandes déclarations au Sénat par le sénateur PCF, Guillot, ou d'autres déclarations tout aussi inefficaces pour la lutte à l'Assemblée nationale, mais qui permettront à ce parti de palabrer à propos du tout neuf « programme commun » de la gauche.

En fait, si la direction de ce parti ne soutient pas, il y a deux bonnes raisons. Le Comité central du PCF devait tenter à plusieurs reprises de prendre la direction de la lutte, d'une part par l'intermédiaire du comité de Millau, et d'autre part en envoyant une délégation du CC faire pression directement sur les paysans du Larzac pour

qu'ils suivent leur ligne politique. Cela nous a été confirmé par les paysans.

Il faut bien dire que le CC était gêné politiquement : d'un côté les paysans dénonçaient à juste titre la France comme marchand de canons, mais ils soulignaient aussitôt qu'elle avait comme concurrents directs l'URSS et les USA.

Autre pression, les représentants du CC du PCF poussent à la dénonciation par les paysans de la présence militaire des Américains dans les camps militaires français. Les paysans n'y sont pas opposés, mais ajoutent qu'ils dénonceraient la présence de militaires soviétiques s'il y en avait, et que le PCF, lui, ne le ferait pas... Les divergences sont claires : la clique Marchais se retire.

Mais ce n'est pas la seule raison de la position du PCF. L'autre réside dans la peur de ce parti devant la montée d'un mouvement de soutien populaire qu'en aucun cas il ne pourrait contrôler et donc orienter politiquement.

Pourtant, le caractère spécifique de cette lutte contre l'armée intéresse au plus haut point la direction de ce parti.

Seulement, s'il s'oppose au renforcement de la défense nationale et masque les préparatifs de guerre du social-impérialisme russe, il ne peut se déclarer ouvertement « antimilitariste ». Ce genre de travail, il le laisse à d'autres organisations n'ayant officiellement aucun rapport avec lui... Mais revenons à la lutte proprement dite.

LA MARCHÉ DES PAYSANS TRAVAILLEURS EN AOÛT 1973

Au cours de la lutte qui se déroulait, pratiquement en permanence sur le plateau, ou bien à Millau (manifestations surprises, occupation de la mairie, grève ouvrière de soutien, barrage de la Nationale 9 reliant Millau à Montpellier, etc.), le mouvement syndical « Paysans-Travailleurs » prend contact avec les paysans du Larzac.

De ces contacts sortira le projet d'une marche des paysans-travailleurs en août 1973 sur le Larzac.

Dans un appel des paysans du Larzac on pouvait lire : « Nous nous félicitons de la décision prise par « Paysans-Travailleurs » d'organiser une marche sur le Larzac à la fin de l'été et nous y donnons notre plein accord. En effet, à mesure que la lutte au Larzac se prolonge et s'amplifie, une véritable montée de conscience s'est effectuée parmi nous :

» — conscience de n'être soutenus par le syndicalisme agricole officiel que dans la mesure où nous ne sommes pas trop gênants et que nous ne mettons pas en cause les décisions gouvernementales à notre sujet ; nous sommes trahis au niveau national (...)

» — que notre lutte rejoint celle de tous les travailleurs pris dans l'engrenage d'un système basé sur le profit (...)

La marche rassemblera les 25 et 26 août environ 80 000 personnes, dont beaucoup d'ouvriers et de paysans. Elle sera marquée particulièrement par la rencontre des ouvriers de Lip (200) et le cadeau symbolique de ceux-ci aux paysans : une brebis découpée sur une plaque de métal et comportant en son centre une magnifique pendule « Lip », faisant partie de leur fameux « trésor de guerre ».

Le contenu et les objectifs du rassemblement ne seront pas déviés : 80 000 travailleurs étaient venus montrer qu'ils ne permettraient pas qu'on expulse ceux qui vivent de leur travail de la terre.

Un tel rassemblement à la campagne, scellant l'unité de combat des travailleurs des villes et de la terre, il faut bien dire que cela ne s'était jamais vu.

Son retentissement fut énorme, et marqua une première grande victoire pour les paysans. Leur lutte était foncièrement juste et ils bénéficiaient d'un grand soutien populaire. Il fut énorme sur le plan national, mais on imagine sa force de changement dans un département comme l'Aveyron.



d'août ; ce n'était que le signe de la situation délicate dans laquelle se trouvait le pouvoir.

Divers mouvements furent engagés inlassablement par les paysans en 1974 pour obtenir l'arrêt du décret de cessibilité entraînant l'expropriation des paysans.

Une bergerie symbolique fut même construite collectivement au hameau de la Blaquière. Une école communale fut également construite sur le plateau sous l'impulsion des paysans pour améliorer les conditions d'étude des enfants.

LE RASSEMBLEMENT D'AOÛT 1974

Bien sûr, sur le plan du nombre de participants — 400 000 environ — il fut un immense succès reflétant la popularité de cette lutte paysanne.



Le PCF n'a pas soutenu cette marche, malgré tout le « tort » que cela a pu lui faire dans la région. Mais ce n'était pas une décision de la Fédération de l'Aveyron du PCF.

Le sujet était en effet à l'ordre du jour de la réunion du Comité central du PCF précédant la marche. La peur du mouvement de masse qu'il serait incapable de contrôler, et l'impossibilité pour ce parti d'apparaître ouvertement comme force de sappe de la défense nationale, déterminèrent son choix.

Il laissa faire le travail de propagande antinucléaire et antimilitariste en général par ses forces croupions — les groupements trotskystes notamment — qui ne manqueraient pas l'occasion de venir diffuser leur presse durant cette marche.

Cela dit, (et mis à part ces entreprises de confusion et de dévoiement), le bilan qu'en tirèrent les paysans était largement positif.

La preuve en fut donnée, a contrario, par le renforcement de l'appareil policier et la multiplication des provocations fascistes à l'encontre des paysans après le mois

Mais, ce que craignaient les organisateurs — paysans du Larzac et « Paysans-Travailleurs » —, c'est « l'utilisation » que pourraient en faire certains groupes y participant, ce qui fut largement ressenti sur place, et surtout diffusé à l'extérieur par la presse et la radio bourgeoises.

Pourtant, l'objectif principal des paysans était clair : mobiliser les travailleurs contre le projet d'extension du camp, contre l'expropriation des paysans. De ce point de vue, le rassemblement d'août 74 fut un succès retentissant.

Cela dit, il faut bien dire que diverses provocations ainsi que la présence en force de quelques sectes trotskystes qui étaient là moins pour le soutien à une lutte paysanne, que pour déverser leurs couplets démagogiques et basement « antimilitaristes », ne contribuèrent pas à donner une image claire de ce rassemblement ; les paysans sont d'ailleurs les premiers à le reconnaître.

Ce n'est d'ailleurs pas l'effet du hasard si l'année 1975 n'aura pas vu le renouvellement de cette forme de popularisation.

(A suivre)



Marche des paysans du Larzac sur Paris.